

Appel à former une coalition d'États membres de l'Union européenne volontaires pour relocaliser dès à présent des réfugiés À l'occasion de la réunion du Conseil européen des 24 et 25 juin

À l'attention de M. António Costa, Premier ministre du Portugal, qui assure la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne

En copie à : Mme. Ylva Johansson, Commissaire européenne aux Affaires intérieures

M. Janez Janša, Premier ministre de la République de Slovénie, qui assurera la prochaine présidence

Les organisations signataires tiennent à remercier le Portugal pour son engagement en faveur de la protection des réfugiés et participation aux mécanismes de partage des responsabilités en Europe au cours des dernières années. Alors que le nouveau Pacte sur la migration et l'asile est en cours de négociation, les droits de l'Homme continuent d'être bafoués aux frontières européennes et des vies sont en suspens. Dans le cadre de votre présidence du Conseil de l'Union européenne et en vue de la prochaine réunion du Conseil les 24 et 25 juin, nous vous demandons de réunir une coalition d'États membres volontaires pour mener un effort concerté en matière de relocalisation, en commençant par relocaliser 5 000 personnes vulnérables situées actuellement en Grèce. Alors que les négociations et les divergences sur les propositions du nouveau Pacte se poursuivent, les États membres peuvent et doivent prendre des mesures concrètes dès maintenant pour protéger les milliers de réfugiés et migrants bloqués dans les pays situés en première ligne et montrer ce à quoi ressemble une politique européenne d'asile et de migration basée sur la solidarité.

Depuis plus de cinq ans, nos organisations sont témoins de l'inhumanité de la politique d'enfermement menée dans les camps des îles de la mer Égée et des renvois sommaires violents effectués par les États membres de l'UE avec la participation de l'Agence européenne Frontex. Ces violations du droit international et européen affectent des milliers de personnes en quête d'une protection en Europe. Il est temps de réaffirmer et de mettre en pratique l'engagement de l'Europe en faveur des droits de l'Homme et de la dignité humaine.

Plus jamais de Moria

En septembre 2020, l'Europe a été confrontée au violent incendie qui a ravagé le camp insalubre et surpeuplé de Moria, sur l'île grecque de Lesbos. Les images de personnes désespérées, dont des enfants, ayant à nouveau tout perdu et devant dormir à la rue ont été bouleversantes et scandaleuses. Peu après l'incendie, la Commission européenne a présenté sa proposition de nouveau Pacte sur la migration et l'asile. Lors de la présentation, la commissaire Ylva Johansson a déclaré sans équivoque : « *Il ne doit pas y avoir d'autres camps comme Moria* ». Le Pacte devait marquer un « nouveau départ » dans la politique européenne d'asile et de migration, en apportant un équilibre entre solidarité et responsabilité.

Près d'un an plus tard, peu de choses ont changé. De nombreux réfugiés ont été transférés dans un nouveau camp qui a rapidement été surnommé « Moria 2.0 » en raison des conditions de vie épouvantables. L'hiver dernier, nous avons été une fois de plus témoins de familles souffrant du froid dans des tentes insalubres, inondées et sans chauffage. Les médecins et le personnel soignant continuent de tirer la sonnette d'alarme sur la crise invisible qui touche la santé mentale, notamment des jeunes et des mineurs isolés, dans les camps. Sur le continent, des milliers de réfugiés reconnus, y compris des familles avec enfants et des mineurs isolés, n'ont pas accès aux logements ou aux droits et **sont laissés à eux-mêmes dans les rues d'Athènes et d'autres villes.**

L'urgence de la relocalisation

Un certain nombre d'États membres ont mené des initiatives *ad hoc* pour relocaliser des demandeurs d'asile et des réfugiés. La coalition formée pour relocaliser 1 600 mineurs et le rôle de coordination de la DG HOME ont constitué une bonne première étape, mais il est nécessaire d'intensifier ces efforts. Le taux de relocalisation reste

#Relocationcannotwait - join the coalition of the willing

extrêmement faible par rapport au nombre de personnes qui ont besoin d'être transférées depuis la Grèce et d'autres pays du sud de l'UE. **Les États membres ont échoué à faire preuve de solidarité en laissant des milliers de personnes vulnérables sur les îles grecques.**

Lorsque la commissaire Ylva Johansson s'est rendue à Lesbos en mars 2021, elle s'est jointe au ministre grec des Migrations et de l'asile, Notis Mitarachi, pour souligner l'urgence de la relocalisation : « *La véritable solution [...] est que les autres États membres de l'UE prennent davantage de responsabilités et ne laissent pas la Grèce devoir gérer seule les demandeurs d'asile. Les négociations pour une politique migratoire commune sont toutefois extrêmement difficiles.* »

Trop d'États membres ferment les yeux sur la situation aux frontières de l'Europe et compromettent la mise en œuvre d'une politique européenne d'asile et de migration humaine et solidaire. Les organisations signataires demandent aux dirigeants du Conseil européen de prendre des mesures concrètes dès maintenant. La relocalisation ne peut attendre !

Une coalition d'États membres de l'UE volontaires

Aussi, nous vous demandons d'honorer l'héritage de la présidence portugaise en formant une coalition d'États membres volontaires engagés en faveur de la relocalisation à l'occasion de la prochaine réunion du Conseil des 24 et 25 juin. Cette coalition devrait ouvrir la voie à un mécanisme de relocalisation permanent et prévisible, en commençant par la relocalisation de 5 000 demandeurs d'asile et réfugiés de la Grèce vers un pays sûr, d'ici septembre 2021 - un an après l'incendie de Moria et la présentation du Pacte.

En outre, nous vous demandons de plaider pour la création d'un coordinateur de la relocalisation au sein de la Commission européenne, qui serait chargé de faire de la relocalisation une priorité de la politique d'asile et de migration de l'UE. Ce coordinateur - et son équipe - pourraient faire office de point de contact pour les initiatives de relocalisation déjà menées par les États membres volontaires et veiller à ce que ces initiatives soient renforcées. Il pourrait coordonner les demandes de relocalisation des États membres situés en première ligne qui ont besoin de solidarité et pourrait inciter de nouveaux États membres à participer aux efforts de relocalisation.

Plus de 500 municipalités européennes sont prêtes à accueillir des réfugiés. Ce dont nous avons besoin, c'est que les États membres rejoignent ce mouvement et intensifient la relocalisation. Nous sommes prêts à travailler avec vous sur ce sujet, et espérons une réponse positive.

Cordialement,

Aditus foundation (Malta)	Finnish Refugee Advice Centre	Mobile Info Team
African Media Association Malta	Flemish Refugee Action/ VluchtelingenWerk Vlaanderen	MOAS-Migrant Offshore Aid Station (Europe)
Asylkoordination Austria	France Terre d'Asile	Oxfam
Boat Refugee Foundation	Forum réfugiés-Cosi	Portuguese Refugee Council/ Conselho Português para os Refugiados
CEAR: Comisión Española de Ayuda al Refugiado	Greek Council for Refugees	PRO ASYL
C.I.R.-Onlus / Consiglio Italiano per i Rifugiati	Greek Forum for Migrants	Refugee Rights Europe
Danish Refugee Council	Greek Forum of Refugees	Refugees International
Defence for Children International (DCI)	Helsinki Foundation for Human Rights	SOS Malta
DCI Belgium /DCI Netherlands/ DCI Greece/ DCI Italy	International Rescue Committee	Stichting Vluchteling (Dutch Refugee Foundation)
Dutch Council for Refugees	INTERSOS/ INTERSOS Hellas	
Europe Must Act	Jesuit Refugee Service - Portugal	
FARR: the Swedish Network of Refugee Support Groups	Kopin Malta	
	METAdrasi - Action for Migration and Development	
	Migrant Women Association Malta	

#Relocationcannotwait - join the coalition of the willing